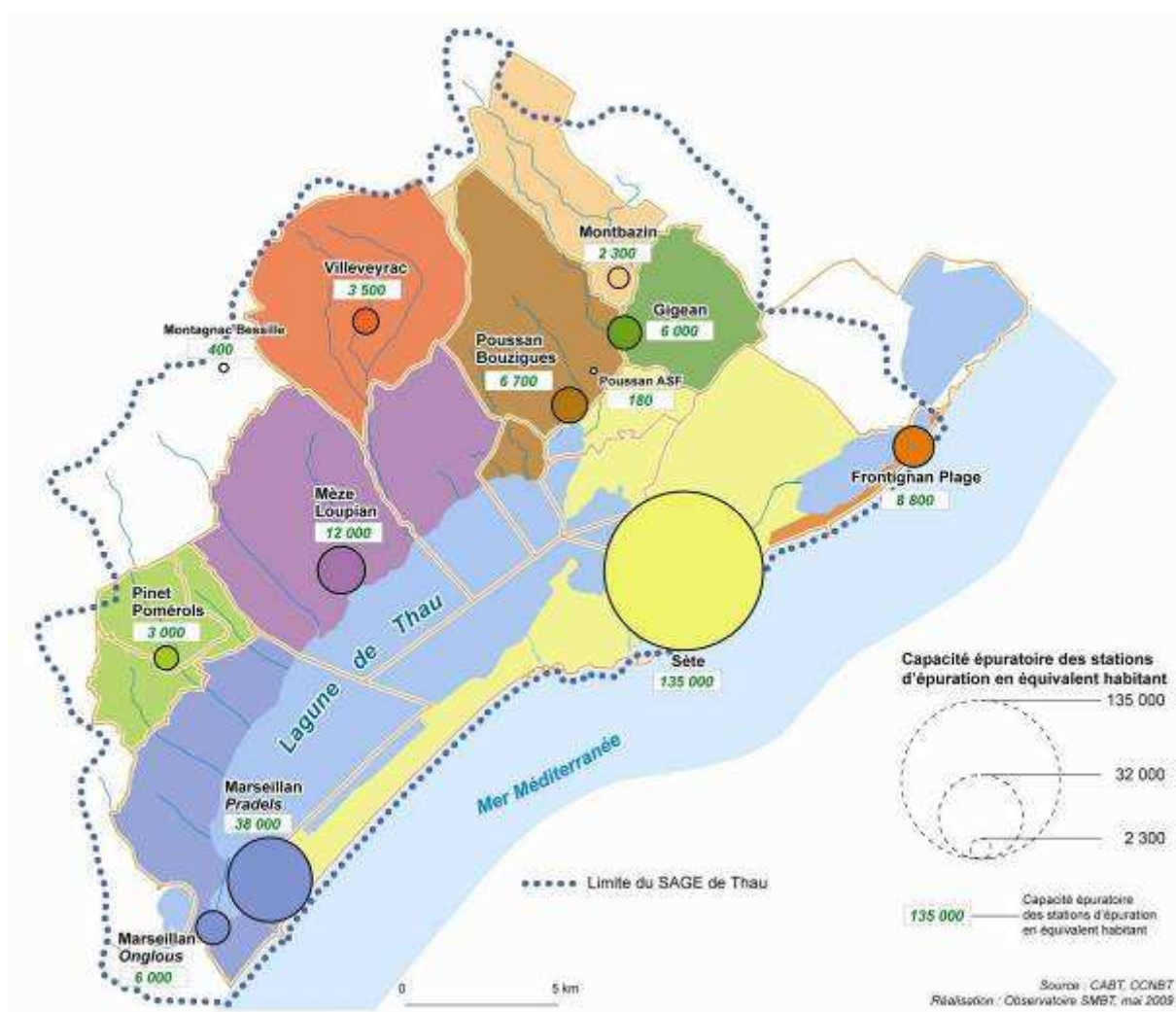


Assainissement collectif

Mise à jour : 2009

Etat des lieux.



Une approche globale de l'assainissement.

Historiquement, l'assainissement des communes du pourtour de l'étang de Thau s'est développé depuis les trente dernières années en parallèle de l'extension des communes. La mise en œuvre des Contrat de Lagune successifs, l'intercommunalité récente (2000 pour la Communauté Nord du Bassin de Thau et 2002 pour la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau) et la mutualisation de la compétence assainissement à l'échelle intercommunale, ont fait progresser cette approche dans une vision plus globale : celle du bassin versant.

Trois structures intercommunales assurent la collecte et le traitement des eaux usées sur le bassin versant :

- la Communauté de Commune Nord du bassin de Thau (6 communes sur le bassin versant) ;
- la communauté d'Agglomération du Bassin de Thau (7 des 8 communes sur le bassin versant) ;
- le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Pinet-Pomérois (2 communes).

Les 7 autres communes ne concernent que partiellement le bassin versant de Thau, et ne disposent pas de structures d'assainissement collectif impact les masses d'eau superficielles du

bassin versant (cours d'eau ou lagunes). Ces communes sont davantage concernées par les questions d'assainissement non collectif (voir fiche correspondante).

❑ Les stations de traitement des eaux résiduaires urbaines.

D'un point de vue technique, l'assainissement collectif est structuré autour des « unités de traitement » (ou agglomération d'assainissement) suivantes :

- Pour les villes de Sète, Balaruc les Bains, Balaruc le Vieux et Frontignan la Peyrade : la collecte et le traitement des effluents sont dirigés vers l'usine de traitement des Eaux Blanche (135 000 Eq hab), ayant pour exutoire après épuration la mer via l'émissaire situé à 7 km de la côte ;
- Pour Frontignan Plage, le lagunage d'une capacité de 8 800 Eq. hab. a pour exutoire l'étang d'Ingril ;
- Pour Marseillan Ville et Marseillan Plage, l'assainissement des eaux résiduaires urbaines est assuré par les lagunages des Onglous et des Pradels dont la capacité est globalement de 44 000 Eq hab. Le rejet n'impacte pas directement les eaux de la lagune, puisqu'il s'effectue dans le canal de circonvallation des anciens salins ;
- Pour Gigean, le lagunage traite l'ensemble des effluents de la commune (6 000 Eq hab.). L'eau traitée est rejetée dans la Vène ;
- Mèze et Loupian réunissent leurs effluents sur le site du lagunage de l'écosite, dont la capacité actuelle est de l'ordre de 12 000 Equivalent habitants ;
- Pinet et Pomerols, réunis au sein d'un syndicat commun d'assainissement (le SIA) traitent leur effluent sur un lagunage commun, dont la capacité de traitement initiale est de 3 000 Eq hab. Après épuration, les eaux issues du lagunage se déversent dans le ruisseau du Soupié, à quelques km en amont de la lagune ;
- Poussan et Bouzigues dirigent leurs effluents vers la station de lagunage commune (6700 Eq habitants), située en bordure de la Crique de l'Angle. Après traitement, les eaux traitées rejoignent l'étang des Moulières, connecté à la lagune ;
- Villeveyrac dispose de sa propre station de lagunage (d'une capacité nominale de 3 500 Eq. Habitants)
- Montbazin dispose de même de son propre lagunage, d'une capacité nominale de 2300Eq. Habitants.

Notons également deux dispositifs plus modestes : le domaine de Bessille, sur la commune de

Montagnac (400 Eq hab), et les dispositifs de traitement de la base des Autoroutes du Sud de la France (ASF) sur la commune de Poussan (180 Eq.hab.) et de l'aire de repos de Gigean disposant l'un et l'autre d'un lagunage.

Milieu récepteur direct		Unités de traitement	Capacités nominales (en E.h)
Mer	Mer	STEP Sète	135 000
Lagunes	Etang de Thau	Lagunage Poussan Bouzigues	6 700
		Lagunage Mèze Loupian	12 000
	Etang d'Ingril	Lagunage Frontignan Plage	8 800
Cours d'eau	Vène	Lagunage Montbazin	2 300
		Lagunage Gigean	6 000
		Lagunage Poussan ASF	180
	Pallas	Lagunage Villeveyrac	3 500
	Nègues Vacque	Montagnac Bessille	400
	Soupié	Lagunage Pinet Pomerols	3 000
Lido	Lido – zones humides	Lagunages de Marseillan	44 000
Total capacité traitement théorique			221 880

Capacités épuratoires actuelles et types de milieux récepteurs.

En termes de répartition des capacités épuratoires, selon le milieu récepteur :

- 60 % de la capacité de traitement des effluents du bassin versant ont pour exutoire la méditerranée ;
- 8 % ont pour exutoire, après traitement, l'étang de Thau ;
- 7 % ont pour exutoire, après traitement, les cours d'eau périphériques de la lagune de Thau et indirectement la lagune après une potentielle autoépuration.

Un « Equivalent Habitant » : c'est quoi ?

Différents paramètres permettent de définir l'Equivalent Habitant ou l'E.H. Il exprime la charge polluante contenue dans 180 litres d'eau usée équivalant à la production d'un habitant en un jour.

Un Equivalent Habitant correspond à :

- 60g de D.B.O₅,
- 135g de D.C.O,
- 9,9g d'azote,
- 3,5g de phosphore.

L'Equivalent Habitant permet de déterminer le dimensionnement des stations d'épuration en fonction de la charge polluante admise en entrée de station.

Evaluation des charges.

L'évaluation des charges restituées aux milieux naturelles est complexe : les mesures effectuées dans le cadre de l'auto surveillance sont réalisées à des pas de temps distincts selon les installations, calcul des flux à partir d'échantillons ponctuels... Cependant, à partir de données de l'Agence de l'Eau, certains ordres de grandeur peuvent être avancés sur les paramètres Matières en suspension (MES) Azote et Phosphore.

Unités de traitement	Quantités moyennes journalières sortantes		
	MES (en kg/jour)	Azote (NR) en kg/jour	Phosphore (P) en kg/jour
STEP Sète	368	654	46
Lagunage Poussan Bouzigues	128	31	7
Lagunage Mèze Loupian	748	95	2
Lagunage Frontignan	171	32	14
Lagunage Montbazin	80	13	3.5
Lagunage Giguean	160	45	9.9
Lagunage Poussan ASF	-	-	-
Lagunage Villeveyrac	21	18	4.5
Montagnac Bessille	4	1.7	0.4
Lagunage Pinet Pomerols	48	14	3
Lagunages de Marseillan	732	137	30.65

(sources : Agence de l'Eau, 2007)

Concernant les apports en microbiologie des unités de traitement du bassin versant, et leurs impacts sur la lagune, une première approche théorique a été réalisée dans le cadre du programme Oméga Thau.

Il ressort les éléments suivants :

- en temps sec, les apports microbiologiques des lagunages sont négligeables, et ce quelque soit la saison ;
- en temps de pluie, l'inertie et l'amortissement des lagunages ne dégrade pas les résultats en sortie, alors que les principales sources de contamination sont les déversoirs d'orages et les postes de refoulement.

Ces éléments seront précisés fin 2009, suite aux mesures réalisées « in situ » dans le cadre des

campagnes de mesures de temps de pluies engagées sur le bassin versant et sur la lagune.

Les effets de l'arrêté de zone sensibles à l'eutrophisation.

Les zones sensibles comprennent les masses d'eau significatives à l'échelle du bassin Rhône Méditerranée qui sont particulièrement sensibles aux pollutions, notamment celles qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets du phosphore, de l'azote, ou de ces deux substances doivent, s'ils sont cause de ce déséquilibre, être réduits.

D'abord exclus du champ du décret du 03 juin 1994, et suite à l'injonction des instances européennes, la lagune de Thau et son bassin versant ont été inscrits à la liste des zones sensibles à l'eutrophisation, par arrêté du 22 décembre 2005. L'effet de cette inscription a porté d'une part sur les délais de mise en conformité des stations de plus de 10 000 EH impactant la lagune (Mèze-Loupian) et de prendre en compte dans les solutions mises en œuvre un traitement poussé de l'azote et du phosphore.

L'arrêté du 22 juin 2007.

L'arrêté du 22 juin 2007, paru au Journal officiel le 14 juillet 2007, présente les nouvelles règles techniques qui vont régir, à partir de 2010, les systèmes d'assainissement français. Il étend notamment l'obligation d'auto-surveillance et de mesures de débit, et instaure de nouvelles dispositions quant à l'établissement du jugement de conformité.

Ce texte abroge les arrêtés précédents de décembre 1994 et avril 1996. Il s'intéresse en priorité à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement, mais aussi à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité épuratoire. Il fixe également les prescriptions techniques applicables aux dispositifs d'assainissement collectifs ou non collectifs de 20 EH ou plus, recevant des eaux usées de type domestique.

Au 1er janvier 2010, tous les tronçons de réseaux, à partir de 10000 EH, devront être supervisés par un système d'auto-surveillance et équipés de dispositifs de mesure de débit aux points caractéristiques, comme c'est le cas aujourd'hui pour les unités de 100000 EH. L'auto-surveillance des petites stations, de 20 à 2000 EH, ne sera exigée qu'à compter du 1er janvier 2013. Pour les unités inférieures, pas de changement pour les obligations de rejet par rapport au texte de 1994. Les déversoirs d'orage devront être pourvus de systèmes destinés à empêcher le

rejet de polluants et d'objets flottants, et éviter l'érosion des berges au point de déversement.

Chaque année, l'exploitant devra fournir à la police de l'eau et à l'Agence de l'eau les données de l'auto-surveillance, un calendrier prévisionnel d'entretien du système, et indiquer la quantité de boues extraites du réseau et leur destination finale. Les stations de 100 000 EH devront déclarer les rejets dans l'eau, l'air et le sol (boues exclues), comme le stipule le règlement européen. Les stations concernées par les conventions Oskar et Barcelone (rejets en mer et océan) devront renseigner des paramètres supplémentaires.

□ 400 km de réseaux de collecte, 117 postes de relèvement et 13 déversoirs d'orages...

Un réseau majoritairement séparatif ... sensible en temps de pluie.

Les réseaux d'assainissement des différentes communes du bassin versant de l'étang de Thau représentent un maillage de près de 400 km. Ces réseaux sont majoritairement séparatifs. Le système séparatif, comme son nom l'indique, permet une gestion « séparée » des eaux de pluie et des eaux usées. Deux types de réseaux coexistent :

- un réseau pluvial recevant en principe les raccordements des toitures ou des surfaces imperméabilisées (routes, parking), dont les eaux sont ensuite restituées au milieu naturel ;
- un réseau d'eau usée strict, collectant les seules eaux devant être acheminées aux stations d'épuration pour leur traitement.

Le réseau séparatif permet d'optimiser les apports aux stations de traitement, en éliminant les eaux de pluie, ne nécessitant pas de traitement. L'histoire urbaine des communes du bassin versant et les aléas de leurs évolutions montrent en fait que les réseaux séparatifs reflètent une réalité plus complexe. Plusieurs dysfonctionnements sont récurrents, pour l'ensemble des réseaux séparatifs :

- intrusions d'eaux de pluie dans le réseau d'eaux usées surchargeant le réseau en temps de pluie ;
- branchement d'eaux usées sur le réseau pluvial, à l'origine de pollutions du milieu naturel ;
- intrusions d'eau parasites dans les réseaux
- remontées de nappe dans le réseau d'eau usées....

A titre d'exemple, les apports de temps de pluie dans les réseaux (traduits en « surface active » de ruissellement) représentent l'équivalent de 280 ha pour la ville de Sète, 30 ha pour Marseillan, 34 ha pour Balaruc les Bains, 13 ha pour Gigan...

Une structure unitaire pour les centres de Sète et de Marseillan.

Les villes de Sète et de Marseillan disposent en leurs centres d'un réseau de collecte de type unitaire. Cette particularité tient à l'histoire de la construction de ces villes. Le système unitaire reçoit en un réseau commun les eaux usées et les eaux de pluie. En temps sec, la totalité des débits sont dirigés vers les stations d'épuration. En temps de pluie, lorsque le débit atteint la limite de capacité du réseau, la « surcharge » est déversée au milieu naturel par un déversoir d'orage. 12 déversoirs d'orages sont présents sur le réseau de la ville de Sète, 1 sur le réseau de Marseillan.

Selon les charges transitées, ces ouvrages sont soumis à l'auto-surveillance. 4 déversoirs d'orages sont ainsi soumis à auto-surveillance sur la commune de Sète par le gestionnaire de l'assainissement.

Auto surveillance des déversoirs d'orage et des réseaux (arrêté du 22 juin 2007) :

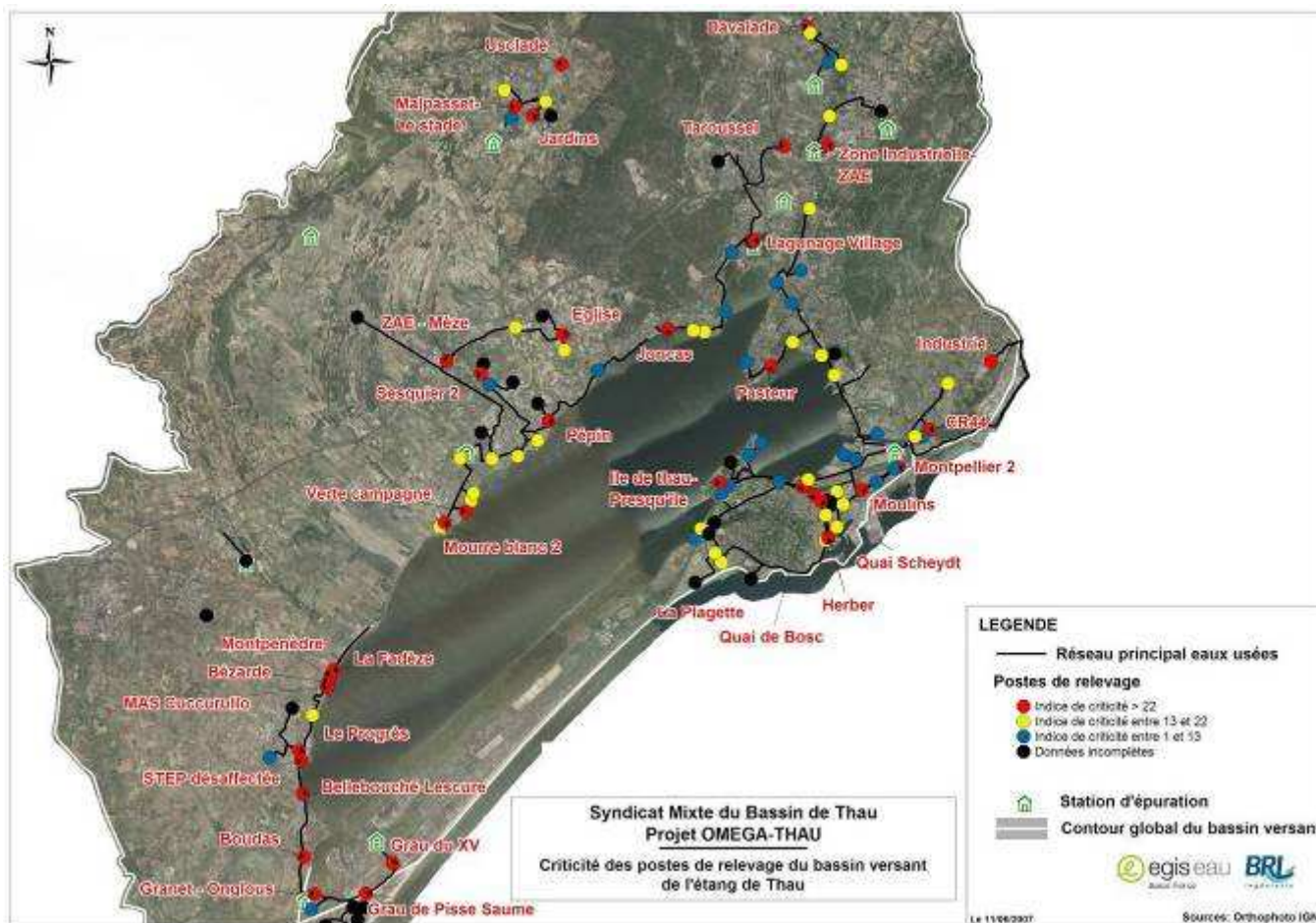
L'article 18 de l'arrêté du 22 juin 2007 précise les conditions de surveillance des déversoirs d'orage.

- S'ils sont situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec comprise entre 120 kg/jour de DBO5 et 600 kg/jour de DBO5, cette surveillance doit permettre d'estimer les périodes de déversement et les débits rejetés.
- S'ils sont situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure à 600kg/j de DBO5, cette surveillance doit permettre de mesurer en continu le débit et d'estimer la charge polluante (MES, DCO) déversée par temps de pluie ou par temps sec.

En fonction des exigences du milieu récepteur, le préfet peut cependant remplacer ces prescriptions par le suivi des déversoirs d'orage représentant plus de 70% des rejets du système de collecte. Il peut ainsi demander à l'exploitant des estimations de la charge polluante (MES, DCO) déversée par temps de pluie ou par temps sec, y compris pour les déversoirs d'orage situés sur un tronçon collectant une charge brute de pollution organique comprise entre 120 kg/jour de DBO5 et 600 kg/jour de DBO5.

Par ailleurs, le système de collecte des agglomérations produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 600 kg/jour de DBO5 doit être conçu ou adapté pour permettre, **au plus tard au 1er janvier 2010**, la réalisation dans des conditions représentatives, de mesures de débit aux emplacements caractéristiques du réseau y compris la mesure du débit déversé par le déversoir d'orage situé en tête de station (art.8).

Les postes de relèvement : maillons indispensables mais sensibles.



Les réseaux d'assainissement des communes du bassin versant de l'étang de Thau comprennent 117 postes de relevages. Ces ouvrages servent à pomper les eaux usées (et pluviales dans le cas de réseaux unitaires) qui ne peuvent pas être acheminés gravitairement aux stations d'épuration.

Elément technique indispensable dans la chaîne de transfert des effluents, ces ouvrages demeurent des points « sensibles », notamment en temps de pluie. Lors des événements pluvieux, ou en cas de défaillance technique, le poste monte en charge. Il existe alors un risque de rejet des eaux usées non traitées, plus ou moins diluées, qui peut être impactant pour le milieu naturel. Selon la charge transitante, selon le positionnement du poste et le type de milieu (fossé, ruisseau, la lagune) et la durée de déversement, l'impact sur les milieux aquatiques est plus ou moins important.

Parallèlement à l'étude de criticité menée par Thau Agglomération sur les postes de relevements, une approche à l'ensemble du bassin versant a été

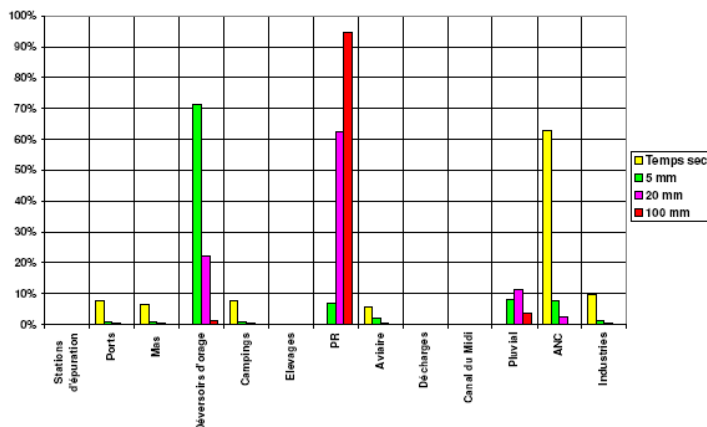
menée dans le cadre du programme de recherche et de développement Oméga Thau, afin de cibler les ouvrages selon leurs apports potentiels en pollutions microbiologiques à la lagune.

Il ressort de cette approche une cartographie des postes « sensibles » présentant un risque potentiel de pollution microbiologique de l'étang soit par temps de pluie soit par défaillance technique des ouvrages.

En termes d'apports globaux à l'étang, Oméga Thau établit le diagnostic suivant :

- en temps sec, les pollutions microbiologiques ont pour origine principalement les apports de l'assainissement non collectif ;
- pour les petites pluies, les apports les plus pénalisants sont les déversoirs d'orages (entre 60 et 70% des apports) et les postes de relevements ;
- pour les pluies plus importantes, les postes de relèvement représentent entre 60% et 90% des apports théoriques.

Origines des sources de contamination microbiologiques de l'étang de Thau en saison estivale, en % des apports de temps sec, et pour des pluies de 5mm, 20mm et 100mm. (Oméga Thau, juillet 2007)



Ces estimations nécessitent d'être confortées par les mesures réalisées sur le terrain, objet des campagnes de mesures menées de septembre 2007 à février 2009.

Il apparaît néanmoins que la sécurisation des chaînes de transfert et particulièrement des postes de relèvement constituent un objectif prioritaire en matière de lutte contre les contaminations microbiologiques de l'étang et des milieux aquatiques associés.

Impact des eaux pluviales sur les réseaux.

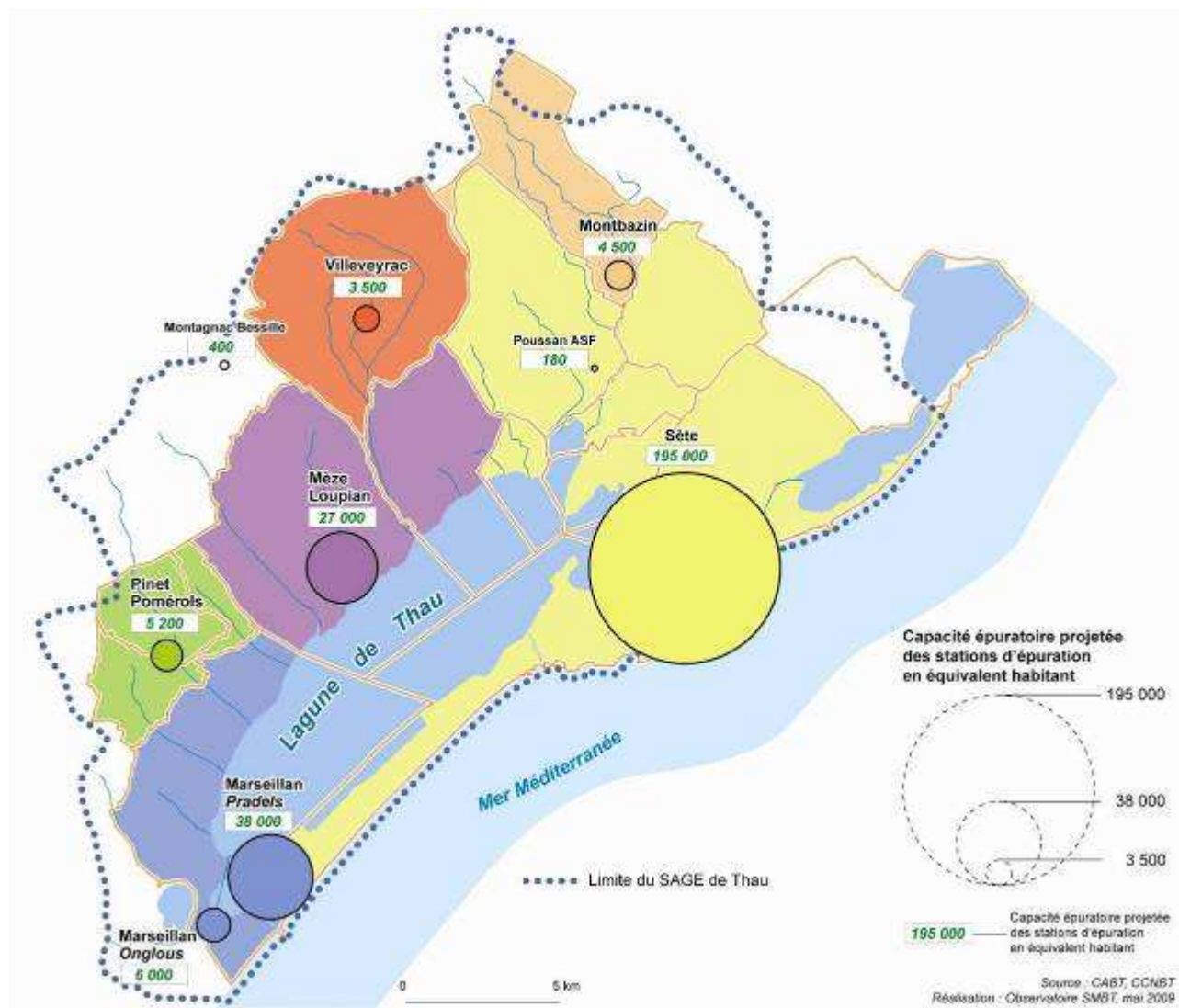
Les campagnes de mesures et les différentes reconnaissances menées sur les réseaux ont démontré la sensibilité des réseaux à l'intrusion d'Eaux Claires Parasites Permanentes et aux intrusions d'eaux météoriques. Ces phénomènes, s'expliquent par des raccordements illicites d'eaux pluviales, la présence de nappes sous-jacentes et l'existence de dégradations des collecteurs sous le niveau de la nappe générant des désordres divers dont les plus préjudiciables sont l'intrusion d'ECPP.

La présence d'eaux parasites dans les réseaux a des conséquences sur les réseaux et sur les stations d'épuration :

- Augmentation des débits moyens et de pointe, ce qui entraîne une surcharge des canalisations et une diminution des temps de séjour donc une baisse des rendements épuratoires ;
- Dilution des effluents, ce qui provoque une baisse de rendement, un développement de bactéries filamenteuses et une moins bonne décantabilité.

L'ensemble de ces mécanismes aboutit à une dégradation de la qualité du traitement et à des coûts d'exploitation plus élevés.

☐ Actions en cours et perspectives d'évolution.



Carte des capacités épuratoires futures du bassin versant (horizon 2015-2020) et de leurs répartitions par exutoire.

Des schémas directeurs d'assainissement accomplis sur la totalité du territoire pour anticiper l'avenir.

Parallèlement aux incidences de l'arrêté « zone sensible », les communes du bassin versant de l'étang de Thau se sont engagées dans la réalisation de schémas directeurs d'assainissement. Si à ce jour toutes les communes sont couvertes par un Schéma d'assainissement, cette vision stratégique est à mettre au crédit du 3^{ème} Contrat Qualité de l'étang de Thau, qui a permis de réaliser ces documents prospectifs.

A terme, les Schémas directeurs permettent d'évaluer les dispositifs et aménagements nécessaires sur le territoire, pour faire face aux

évolutions urbaines projetées. Les principaux équipements sont :

- Un raccordement des chaînes de transfert des communes du nord-est du bassin versant : Sète, Frontignan, Balaruc les Bains, Balaruc le Vieux, Gigan, Poussan et Bouzigues (2010) vers la station de traitement des Eaux Blanches, dont l'extension sera portée à 195 000 EH à l'horizon 2015 ;
- Une modernisation du lagunage de Mèze Loupian, dont la capacité théorique de traitement est portée 27 000 EH avec traitement renforcé de l'azote et du phosphore ;
- Un nouvel équipement pour Pinet et Pomérois, portant à terme la capacité épuratoire à 5 200 EH (et 6800 à l'horizon 2030).

Quels effets ?

Une augmentation globale des capacités de traitement de plus de 25 %, prenant en compte les perspectives d'évolution démographiques en cohérence avec les projections du Schéma de Cohérence Territoriales ou de d'évolution économiques.

L'évolution démographique du bassin versant, et en corollaire les charges produites à traiter demeurent un facteur déterminant.

La suppression des charges restituées dans la Crique de l'Angle, par raccordement du lagunage de Poussan Bouzigues sur le réseau de Thau Agglomération (effluent traité à la STEP de Sète, dont la capacité est augmentée en conséquence).

Une baisse des restitutions sur la Vène, par la suppression du rejet du lagunage de Gigean.

Une baisse des restitutions sur le Soupié par un traitement plus poussé des paramètres azote et phosphore du lagunage Pinet Pomerols.

Une augmentation des capacités de traitement du lagunage de Mèze-Loupian pour faire face aux charges réelles enregistrées ces dernières années mais compensée par l'application de l'arrêté « zone sensible » impliquant un traitement de l'azote et du phosphore plus intensif.

Milieu récepteur direct		Unités de traitement	Capacités nominales (en E.H.)
Mer	Mer	STEP Sète – raccordement Poussan Bouzigues Gigean et Frontignan Plage	195 000
Lagune	Thau	Lagunage Mèze Loupian	27 000
Cours d'eau	Vène	Lagunage Montbazin	4 500
		Lagunage Poussan ASF	180
	Pallas	Lagunage Villeveyrac	3 500
	Nègues Vacque	Montagnac Bessille	400
	Soupié	Lagunage Pinet Pomerols	5 200
Lido	Lido – zones humides	Lagunages de Marseillan	44 000
Total capacité traitement théorique (horizon 2015)			279 780

Evolutions projetées (2015) des capacités épuratoires sur le bassin versant de l'étang de Thau.

Une amélioration des capacités hydrauliques des réseaux qui permet de réduire les débordements de réseaux par temps de pluie, et de réduire l'impact de ces déversements au milieu lagunaire. En particulier, les secteurs en bordure immédiate de l'étang ou des canaux ont été traités : Marseillan ville, Marseillan plage, Balaruc et Sète.

Le Plan de Gestion des boues de curage.

Dans le cadre du 3^{ème} Contrat de Qualité pour la Lagune de Thau, le Plan de gestion des boues de curages des stations de lagunage a été mis en place.

Il permet de définir pour les 20 ans à venir (2007-2027) un programme de curage des 10 stations de lagunages implantées sur les territoires de Thau Agglomération et de la Communauté de Communes Nord du Bassin de Thau. La valorisation des boues de curage est cadrée par ce document : elle s'effectue soit par épandage direct, soit par compostage dans des centres agréés.

Huit conventions ont été signées avec des agriculteurs du bassin versant, pour une durée de 5 ans (2007-2011). Ces conventions définissent les surfaces d'épandage disponibles selon des critères agronomiques et environnementaux. Près de 210 ha sont potentiellement disponibles pour recevoir les boues de curages, représentant un potentiel annuel de 840 tonnes de matières sèches épandables.

Les conditions d'épandage sont strictement fixées par la réglementation, et par les règles fixées dans le cadre du plan de gestion :

- contrôle des boues avant épandage et contrôle des sols après épandage
- rotation des terres d'épandages tous les 2 ans
- épandage en dehors des périodes de croissance des cultures
- retrait de 500m au minimum de l'étang de Thau et de 35 m des cours d'eau
- interdiction d'épandage en cas de pluie
- retournement des terres après épandage
- ...

En fonction de la programmation des curages mais aussi des travaux à réaliser sur les stations de lagunages, les quantités varient d'une année sur l'autre (de 534 tonnes de matières sèches pour l'année la plus basse à 1434 tonnes et la valeur la plus haute).



☐ Identification et réduction des pollutions industrielles.

Obligations des industriels.

Les industriels doivent assurer à leur charge la collecte et le traitement de leurs effluents. La collectivité peut prendre en charge, sous certaines conditions le traitement de ces effluents.

En application du code de la santé publique et du règlement de l'assainissement collectif, tout rejet sur le réseau d'eaux usées, de nature autre que domestique, doit être autorisé par arrêté.

L'autorisation de déversement est délivrée suite à l'établissement d'une convention spéciale de déversement dans laquelle sont décrites les modalités de prétraitement.

La démarche engagée sur le territoire.

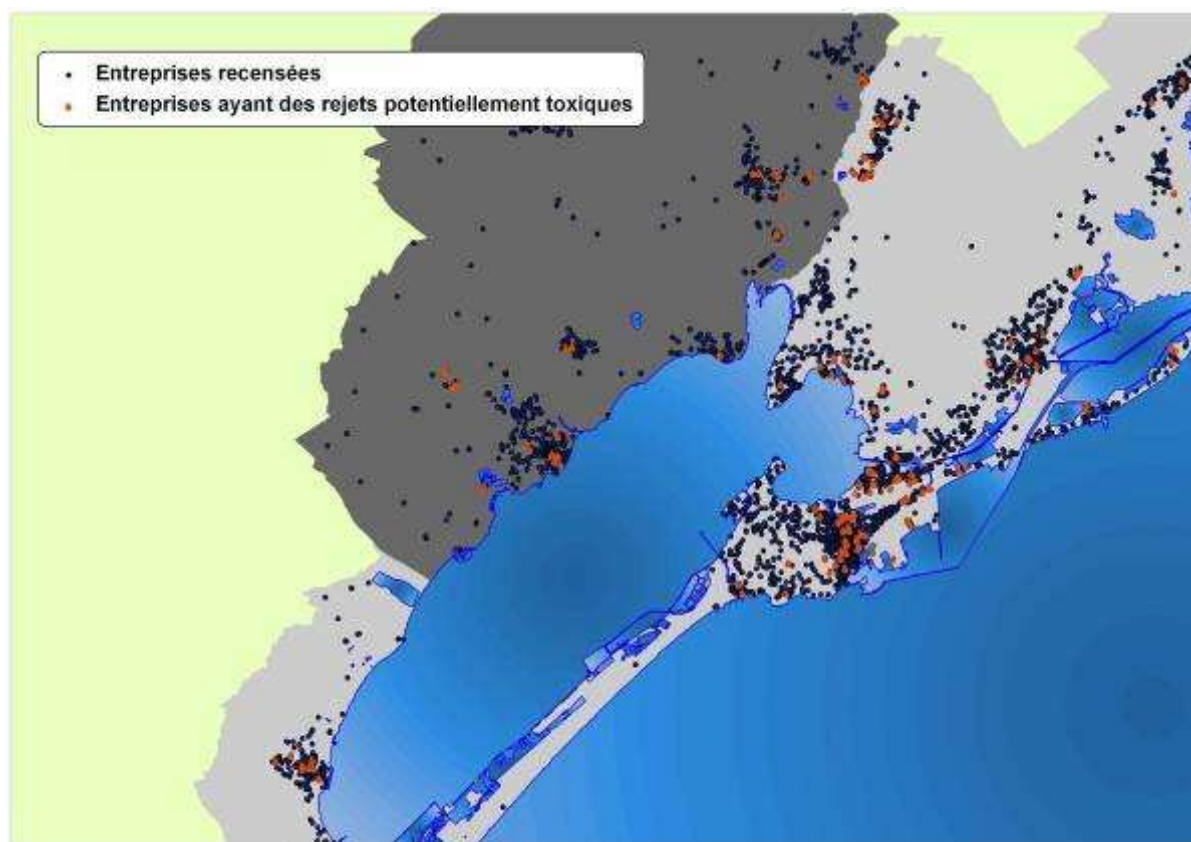
Thau Agglomération et la CCNBT ont signé, le 20 février 2008, une entente de coopération dont une action concerne précisément le recensement et la régularisation des rejets industriels dans les réseaux collectifs. Cette démarche s'inscrit dans les objectifs de l'Accord Cadre signé entre les deux collectivités et l'Agence de l'Eau visant à réduire les pollutions dispersées.

Inventaires des entreprises « à risques » :

5650 entreprises ont été recensées sur le territoire de la Thau Agglomération et de la CCNBT, tous secteurs d'activités confondus.

126 entreprises ayant des rejets potentiellement toxiques (Métox, AOX) ont été identifiées. Par ailleurs, le recensement a permis de cibler des secteurs d'activités particulièrement sensibles :

- caves particulières
- imprimerie
- pressings, blanchisseries
- professions de l'automobile
- hôtellerie, restauration
- industries agro alimentaires
- professionnels du nautisme.



Recensement des entreprises sur les territoires de Thau Agglomération et de la CCNB, dans le cadre de la démarche de lutte contre les pollutions dispersées (2008)

La démarche engagée s'inscrit en 3 phases :

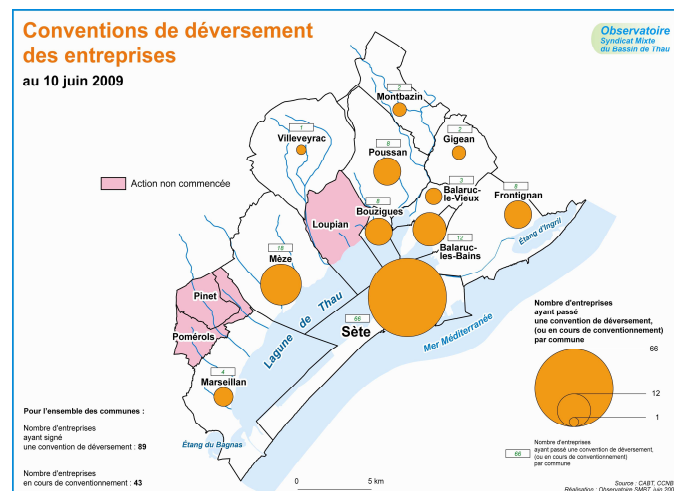
- un diagnostic auprès de chaque entreprise permettant de faire le bilan des utilisations de l'eau dans le cadre de l'activité (raccordement, vérification de la conformité vis-à-vis des conventions), gestion des déchets ;
- une coordination entre les services de l'assainissement et le délégataire qui gère le compte de l'entreprise ;
- un plan de mise en conformité, pouvant mobiliser le cas échéant, une participation financière de l'Agence de l'eau.

Parallèlement, des campagnes de mesures en réseau sur des paramètres clés (MES, DCO, DBO5, hydrocarbures) ont permis de détecter les secteurs à enjeux sur le territoire, sur lesquels les concentrations d'entreprises ou d'activités révèlent des chargent importantes dans les réseaux. Ces secteurs sont :

- la ZI de l'Embosque, à Gigean (charge organique)
- le ZA de la Peyrade à Frontignan (résidus gras)
- la ZA du Barnier à Frontignan (rejets acides et charges importantes en DCO et BDO5)
- le poste de relèvement de la Mobil à Frontignan (rejet acide et charge organique)
- la zone commerciale de Balaruc Loisirs (charges élevées en phosphore)
- la ZA du Mas de Garric à Mèze (rejet acide, charges importantes en DCO et BDO5)
- la ZA des Trouyaux à Poussan pour laquelle les mesures révèlent un rejet basique et des teneurs en zinc importantes.
- des charges importantes en matière organiques relevées en entrée des stations de lagunage de Poussan Bouzigues et de Mèze Loupian, en lien avec les activités des zones artisanales des Clachs, de la ZA Mas de Garric, mais liées aussi aux activités de restauration sur Bouzigues et Mèze.

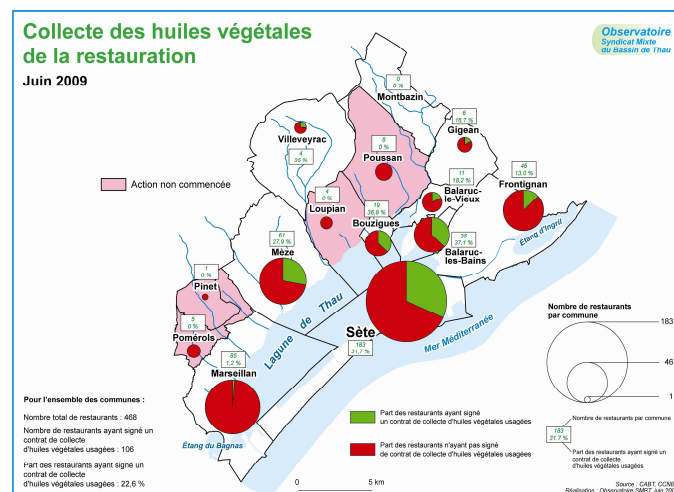
Etat d'avancement de la démarche

Au 10 juin 2009, 89 entreprises ont signé une convention de déversement, dont 75 sur le territoire de Thau Agglomération (essentiellement sur la commune de Sète) et 14 sur le territoire de la CCNBT.



En complément, cette démarche a conduit à l'installation de bacs à graisse et à la signature de contrats de collecte des huiles alimentaires usagées des restaurateurs avec un prestataire agréé.

Ces huiles étaient auparavant soit évacuées par les réseaux d'eaux usées, soit disséminées au milieu naturel.



Surveillance active des réseaux d'assainissement et gestion des milieux aquatiques: le management environnemental de la ville de Sète.

Dans le cadre du renouvellement de la délégation du service public de l'assainissement de la ville de Sète (2008-2018), Thau Agglomération a contractualisé avec le délégataire la mise en place d'un management environnemental du service, selon le référentiel ISO 14001.

Le dispositif mis en place vise à optimiser les équipements (réseaux, postes de relèvement, déversoirs d'orages, station d'épuration) afin de limiter les impacts sur les milieux, et principalement les milieux aquatiques (la lagune, les canaux de Sète, le milieu marin).

La gestion active des milieux consiste à réaliser des mesures grâce à des équipements installés sur des points stratégiques du réseau d'assainissement et dans le milieu naturel. Les résultats de ces mesures permettent d'établir des indicateurs de niveau de qualité. Ils permettent en outre :

- de suivre l'évolution du milieu en temps réel et sur le long terme ;
- d'identifier la source et l'importance réelle des rejets dans le milieu naturel par temps sec mais aussi par temps de pluie
- de gérer de manière dynamique les flux dans les réseaux (choix des points de rejets, stockages,...)
- de programmer les actions et travaux d'amélioration et d'en évaluer le gain environnemental.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs dispositifs sont mis en place :

- 6 sondes multiparamètres (température, turbidité, salinité oxygène dissous) positionnées sur l'étang au droit des principaux exutoires et sur les canaux de Sète. Ces données sont enregistrées sur un poste de supervision, capable de donner des alertes en cas de mesures anormales ;
- 21 sondes de conductivité et 7 sondes de détection de déversement permettront d'équiper les 11 déversoirs d'orages de Sète et 30 postes de relèvement ;
- 2 courantomètres équipent les principaux canaux de Sète permettant de mesurer les échanges d'eau entre la mer et l'étang ;
- Enfin, les 154 km de réseaux de la ville seront auscultés par vidéo-périscope afin de contrôler leur état et pour assurer leur entretien régulier.



Les pistes de réflexion pour le SAGE...

Mettre en adéquation les capacités de collecte et de traitement des effluents urbains avec les évolutions urbaines.

Le diagnostic met en évidence un accroissement des capacités de traitement à l'horizon 2015 sur l'ensemble du bassin versant. Cet accroissement prend en compte les principes d'un développement urbain maîtrisé, tels que définis dans le PADD du Schéma de Cohérence Territoriale :

- adéquation avec les projets urbains (évolution démographique, évolution des activités...)
- une zone de développement urbain et d'activités privilégiée autour de la chaîne de transfert de la STEP de Sète, limitant les rejets au milieu lagunaire.

Limitier les apports à la lagune, en améliorant les capacités de traitement et les niveaux de traitement des stations de lagunage.

Ne pas accroître globalement les apports en Azote et Phosphore aux lagunes et aux cours d'eau.

L'accroissement des capacités de traitement ne doit pas produire de surcharges restituées aux étangs ou dans les cours d'eau sensibles à l'eutrophisation.

Le SAGE devra être en mesure de déterminer :

- si le niveau actuel est « le niveau de référence limite » ne devant pas être dépassé sur ces 2 paramètres que sont azote et phosphore
- si l'augmentation des capacités de traitement est compensée par de l'application de la réglementation « zone sensible à l'eutrophisation »
- ...

Fixer les seuils limites des apports en pollution microbiologiques (Flux Maximum Admissibles) des STEP :

Selon les préconisations d'Oméga Thau, des flux maximum admissibles seront définis à l'échelle globale de la lagune et par sous bassin versant. Ces flux maximum admissibles sont définis en fonction des usages de la lagune (conchyliculture, baignade) et dans les conditions météorologiques les plus défavorables.

Gestions des boues :

Plan de gestion des boues qui nécessitera une actualisation :

- Intégrer les travaux prévus, mais aussi les capacités augmentées (Mèze)
- Prendre en compte le Lagunage de Pinet Pomérols et de Villeveyrac sur le BV.
- Gestion des boues de la futures STEP de Sète ?

☐ Améliorer les conditions de collecte des effluents urbains et leur transport dans les réseaux :

Sécuriser les chaînes de transfert (réseaux, postes de relèvement et déversoirs d'orages) :

- poursuivre le programme de télésurveillance des postes de relèvement sur l'ensemble du territoire ;
- fiabiliser les réseaux

Fixer pour les postes et réseaux des seuils de rejet admissibles : La notion de Flux Maximum admissible

- Intégrer le programme de travaux résultant des études d'Oméga Thau (fin 2009)

Réduire les surcharges en eaux claires parasites et en eaux pluviales dans les réseaux, sources de dysfonctionnement des réseaux.

☐ Poursuivre les actions de lutte contre les pollutions dispersées, notamment auprès des industriels.

- rejets directs au milieu naturel, et par ruissellement des surfaces industrielles
- conventions de raccordements (existant et futur)
- quels secteurs d'activités cibler de directement impactants sur les milieux aquatiques : réparation nautiques, ...

☐ Développer sur le territoire le mangement environnemental des activités d'assainissement.

- mesures en continu,
- auto surveillance des milieux : quelles règles fixer aux gestionnaires de l'assainissement. Comment harmoniser les dispositifs autour de la lagune ?
- indicateurs à produire auprès de la CLE
- performance du service
- certification ISO 14001

Développer une gestion dynamique des réseaux :

Moduler les rejets au milieu naturel afin de minimiser les impacts :

- sur la ressource en eau
- sur les activités de pêche et de conchyliculture

☐ Une réflexion sur la compétence assainissement « eaux usées » et « assainissement pluvial »

Une difficulté de gestion des réseaux... liée à la superposition des compétences.

Sur le territoire, l'une des difficultés de gestion de l'assainissement séparatif réside dans une

superposition de compétence. L'assainissement « strict » est de compétence des intercommunalités, l'assainissement pluvial est de la compétence des communes... alors que l'interdépendance fonctionnelle des réseaux unitaires, séparatifs et pluviaux est une réalité...

Lois et règlements de référence.

Directive n°91/271/CEE du 21 mai 1991 dite directive ERU relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (obligations pour les agglomérations de plus de 2 000 équivalents habitants).

Décret 94-469 du 3 juin 1994 relatif aux zones sensibles à l'eutrophisation.

Arrêté du 22 décembre 2005 paru au JO n°45 du 22 février 2006 portant révision des zones sensibles dans le bassin Rhône Méditerranée :

Article 1 : « ...aux masses d'eau déjà incluses dans les zones sensibles identifiées par l'arrêté du 23 novembre 1994 susvisé sont ajoutées les masses d'eau du bassin versant du fleuve Vistre et de l'étang de Thau et de son bassin versant

Article 2 : « ...les paramètres de pollution nécessitant un traitement plus poussé sont l'azote et le phosphore... »

Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/jour de DBO5.

Bibliographie.

Inventaire et quantification des sources de contamination bactériologique du pourtour de l'étang de Thau, (SIEE, CG 34). Octobre 2004.

Mise en place d'un plan de gestion des boues de lagunage du SMTB, (SMTB, CG 34, Entech). Avril 2007

Oméga Thau : Outil de management environnemental et de gestion de l'avertissement - Bassin de Thau. Phase 1 Etape 1. (SMTB, CABT, CCNBT, Agence de l'eau, CG 34, Région Languedoc Roussillon, Union Européenne, Egis Eau, Ifremer, BRLi). Juillet 2007.